

RS IDF aux Assises d'AC !

Samedi 7 octobre, AGIR ENSEMBLE CONTRE LE CHOMAGE (AC !) tenait ses Assises à la bourse du travail de Paris. Une trentaine de personnes étaient présentes.

Il s'agissait d'une journée de travail ouverte aux membres des organisations invitées par AC ! : APEIS, MNCP, CGT privés d'emploi, CIP, Recours radiations, Groupe de travail sur la précarité du CA d'ATTAC, Collectif Femmes contre les précarités, Organisations de jeunes JC ou JOC, syndicats étudiants, SUD-Ptt, SUD-culture, U. S. Solidaires, CGT et d'autres encore.

Après une communication sur la genèse de AC ! : *Historique des mouvements de chômeurs et de précaires et de leurs revendications. Où en est-on aujourd'hui ? Comment envisager l'avenir ?* suivie d'un riche débat sur *La situation politique et sociale actuelle, les réformes en cours ou les projets de réforme du gouvernement de Macron au sujet du droit du travail, de l'avenir de l'Unedic et de l'assurance chômage, du contrôle des chômeurs*, Odile a présenté les 3 ateliers(1) prévus.

RS IDF était invité à intervenir dans l'atelier n°1 : « Revenu personnel garanti et sécurité sociale professionnelle ». Utopia n'a pas pu venir mais nous, nous étions fidèles au poste. C'est Frédéric qui a présenté nos thèses et animé un débat d'autant plus intéressant que la douzaine de personnes qui a participé à l'atelier étaient bien au fait de la situation des travailleurs dans le pays.

Frédéric a pris la parole pendant une quinzaine de minute :

L'objectif de mon intervention est de définir la création de valeur dans le cadre d'un dépassement du capitalisme. A RS, nous défendons le SAV mais nous sommes souvent confondus avec le revenu de base qui, lui, s'accommode au mieux du mode de production capitaliste.

Les modalités de la création valeur sont ce qui distingue une société. C'est la manière dont elle produit la valeur, dont elle travaille, c'est-à-dire dont elle produit les biens d'usage et des services qui distinguent une société.

Dans le capitalisme, il y a aussi des machines, mais c'est du travail mort, cristallisé. Cela va poser le problème de la légitimité de l'appropriation capitaliste.

Aujourd'hui plus de 90 % de la population active est salariée. Est-ce pour autant que ceux qui ne sont pas salariés (chômeurs, retraités, femmes au foyer...) ne travaillent pas ? Bien sûr que non, les retraités animent énormément d'associations, participent aux Conseils municipaux, etc...) Pour autant le montant des retraites ne figure pas dans le PIB.

Aujourd'hui ce qui crée de la valeur économique dans notre société c'est le travail salarié. Ne « travaille » que celui qui fait fructifier un capital. Même les fonctionnaires qui participent pourtant du volume du PIB sont considérés comme une charge.

Pour nous, le travail est ce qui peut être fait par quelqu'un d'autre, rémunéré ou pas. Les retraités et les chômeurs travaillent même si ce n'est pas mesurable par le temps de travail.

Le capitalisme repose sur 4 institutions :

- Marché de l'emploi
- Temps de travail
- Propriété lucrative
- Crédit.

Le profit capitaliste, c'est du vol car toute la richesse, toute la valeur ajoutée, tout le profit, donc, est produit uniquement par le travail. Voilà la logique capitaliste : je te prends, je te prête et tu me verses un loyer (intérêts) ou des dividendes.

Nous proposons de verser un salaire à tous les Français dès leur majorité. Jusqu'à 18 ans on est mineur, pris en charge par les parents et la société et à 18 ans on devient producteur citoyen en se mettant au service du collectif. Nous sommes tous producteurs, donc nous avons tous droit à un salaire : un salaire à vie pour tous, voilà notre revendication.

On propose de généraliser le déjà-là. Nous avons une institution révolutionnaire au cœur même du capital : la sécurité sociale. La sécu c'est du salaire socialisé qui paie les retraités, les soignants, les chômeurs, les parents (allocations familiales), les fonctionnaires et qui a financé aussi des investissements lourds (les CHU dans les années 1960/70).

Aujourd'hui la cotisation sociale représente 30% du PIB (à comparer avec les 30% de profit qui va au capital et les 40% de salaires du privé). La fonction publique a été éliminée de la plupart des entreprises publiques (eau, poste, électricité, transports) qui ont été « privatisées » sans aucun souci du bien commun.

A RS on propose au contraire de recommencer à augmenter le taux de la cotisation, gelé à la fin des années 1970* pour en arriver à socialiser toute la valeur ajoutée. Cette cotisation serait reversée à des caisses (salaire, investissement, gratuité) sauf 15% qui resterait dans les entreprises pour leur autofinancement.

A RS on veut :

- Penser la sécurité sociale autrement
- Généraliser le SAV
- Investir démocratiquement
- Organiser la propriété d'usage

On est au milieu du gué :

- 50% de la demande est socialisée
- 30% de la VA est socialisée

Il faut réclamer le dégel du taux de cotisation sociale pour aboutir à 100% de socialisation de la valeur ajoutée (ou richesse monétaire).

Débat :

Après plusieurs questions et compléments d'information de la part des participants, Frédéric reprend la parole :

A RS on fixe une perspective, on n'est pas un parti politique. On milite pour un dépassement du capitalisme pour une production décidée démocratiquement par les travailleurs, comme dans les Scops, supprimera l'esclavage au travail et ailleurs, les inégalités de salaires entre les femmes et les hommes, le règne du profit à tout prix et de l'argent-roi, ce qui résoudra les problèmes environnementaux, et beaucoup d'autres maux de la société capitaliste.

L'opposition entre cotisation patronale et salariale est une mascarade. Tout est de la VA produite par le travail. L'employeur peut actuellement comprimer les salaires, et il ne s'en prive pas, mais il ne peut pas comprimer la cotisation sociale. Elle est affectée quoiqu'il arrive (quand elle ne fait pas l'objet d'exonérations). De plus ces 500 milliards de cotisation sociale échappent au capital. Les marchés ne le supportent pas. Ils veulent récupérer la partie rentable, le reste sera financé par l'impôt.

Avant les années 1980, la part du salaire socialisé et donc de la cotisation sociale augmentait sans cesse et ça fonctionnait très bien. Pourquoi cela ne fonctionnerait-il plus ? C'est une décision politique. Evidemment il y a peu de chance qu'elle soit prise sans une sérieuse confrontation entre les travailleurs et les possédants. Il faut toujours bien se rappeler que c'est le travail qui produit la valeur et que les travailleurs ne peuvent pas s'en laisser déposséder.

Notes :

1. Thème des 3 ateliers :

- Revenu personnel garanti et Sécurité sociale professionnelle : avec Odile Merckling (AC!), Télémaque Masson (Utopia), Lieu Bourse du travail.
- Avenir du travail et écologie : avec Alain Véronèse (AC!), Louis Marie Barnier (Copernic), un représentant de l'U. S. Solidaires. Lieu, Maltais rouge.
- RTT et fondamentaux d'AC ! : Interventions de Carl Pivet (AC! Gironde) et d'un représentant de Solidaires (Lieu à voir).

2. Pour plus d'informations sur la Sécu, voir [cet article de Christine Jakse](#)

Synthèse de l'intervention de Frédéric Lutaud par Dominique Muselet, le 10 octobre 2017